

# Fairtrade & Co : la phase pionnière est terminée

Les normes de durabilité privées et volontaires ont acquis un poids économique important. Il faut désormais procéder à des réformes et conclure des alliances globales.  
*Christian Robin, Britta Wyss Bisang*

**Abrégé** Les normes de durabilité, comme les labels Fairtrade ou MSC, permettent au consommateur de s'orienter et aux entreprises d'améliorer la durabilité de leurs chaînes de valeur ajoutée. L'organisation faîtière International Social and Environmental Accreditation and Labelling Alliance (Iseal), basée à Londres, en réunit 23. Elle œuvre pour la crédibilité et l'harmonisation de ce système de labels privé et volontaire. Elle encourage de manière ciblée l'innovation dans ce marché en plein essor. Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) soutient l'alliance, qui tiendra sa conférence annuelle à Zurich fin juin.

Qu'il s'agisse de roses Fairtrade, de chocolat UTZ, de bois FSC ou encore de poisson MSC, le commerce international ne saurait se passer aujourd'hui de normes de durabilité (voir encadré 1). Celles-ci sont devenues un facteur économique important. La part de marché des produits certifiés est en forte augmentation : c'est ce que montre une étude financée par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), qui portait sur quatorze normes dans différents secteurs de matières premières<sup>1</sup>. À titre d'exemple, la surface cultivable certifiée UTZ consacrée au cacao, au café et au thé a décuplé entre 2009 et 2015. Le cacao estampillé UTZ a conquis 15 % du marché mondial. Les normes progressent de la même façon dans le domaine du coton ou de l'huile de palme.

Les normes et les labels permettent aux consommateurs de s'orienter. Pour les distri-

buteurs, ils représentent bien plus qu'un instrument de communication et de marketing. En les adoptant, les entreprises gèrent mieux leurs chaînes d'approvisionnement et leurs processus. Elles minimisent ainsi les risques comme le travail des enfants, l'utilisation non conforme de substances chimiques ou encore le défrichage non autorisé. D'après les enquêtes réalisées, plus de 70 % des entreprises interrogées dans le monde misent sur les normes et indiquent que celles-ci ont des effets positifs sur l'économie<sup>2</sup>.

L'essor et la popularité grandissante des différentes normes s'accompagnent de questions pouvant prêter à controverses : les agriculteurs Fairtrade sont-ils suffisamment rémunérés ? Les critères du label sont-ils transparents ? Leur contrôle est-il fiable et efficace ? Peut-on réellement mesurer les effets positifs d'une norme sur l'homme et l'environnement ou n'est-ce qu'un vœu pieux ?

L'organisation faîtière International Social and Environmental Accreditation and Labelling Alliance (Iseal), basée à Londres, est d'une aide précieuse pour se faire une opinion. Elle s'est formée en 2002 à l'initiative des quatre organisations de certification suivantes : Forest Stewardship Council (FSC), Marine Stewardship Council (MSC), International Federation of Organic Agriculture Movements (Ifoam) et Fairtrade. À ce jour, l'Iseal réunit 23 normes

<sup>1</sup> Julia Lernoud et al., *The State of Sustainable Markets – Statistics and Emerging Trends 2017*, ITC, Genève, 2017.

<sup>2</sup> Iseal, *Findings of Survey of Corporate Sustainability Standards*, GlobeScan Incorporated, février 2016, contributions sur [isealliance.org](http://isealliance.org).

## Encadré 1. Qu'est-ce qu'une norme de durabilité ?

Le terme « norme de durabilité » désigne une liste de principes et de critères relatifs aux trois dimensions de la durabilité – environnement, économie et société – au sein d'un secteur, d'un produit ou d'une industrie. Contrairement aux réglementations

étatiques juridiquement contraignantes, les normes de durabilité sont organisées à titre privé par le marché. Elles équivalent, par conséquent, à un engagement volontaire. L'organisation compétente vérifie au moyen d'un programme de certifica-

tion que les normes soient respectées aux différents échelons de la chaîne de valeur (exploitations agricoles, concessions forestières, usines, etc.). Quant aux normes qui s'adressent en premier lieu aux clients, on parle en général de « labels de qualité ».





Production de thé certifiée  
UTZ en Inde.



## Encadré 2. Le Seco soutient les normes de durabilité

Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), anciennement Office fédéral des affaires économiques extérieures (Ofaee), s'engage depuis des années en faveur des normes de durabilité. Il le fait en réalité depuis 1992, année où la fondation suisse Max Havelaar a été créée et à laquelle il

avait accordé un financement initial. Avec le programme actuel, intitulé « Transparency and Innovation of Sustainability Standards » (Tiss), le Seco entend encourager la transparence et l'innovation dans le domaine des normes de durabilité. Outre l'International Social and

Environmental Accreditation and Labeling Alliance (Iseal), il soutient également le Centre du commerce international (CCI) à Genève, qui publie notamment des informations détaillées concernant plus de 210 normes sur le site [standardsmaps.org](http://standardsmaps.org).

de durabilité. Elle bénéficie du soutien du Seco (voir *encadré 2*).

## L'Iseal, un acteur important

L'Iseal s'est fixé plusieurs grands objectifs : resserrer les collaborations malgré les différences en matière d'activités (bois, pêche, agriculture biologique et équitable, etc.), échanger les connaissances, exercer un meilleur autocontrôle et inciter continuellement aux améliorations. Ses lignes directrices sont une référence dans le monde entier ; elles permettent de développer et d'appliquer des normes sociales et environnementales crédibles. Par ailleurs, l'alliance œuvre pour que les normes soient compatibles et que les critères de certification soient harmonisés.

L'engagement clair et net en faveur de l'approche multipartite compte probablement comme la réalisation la plus importante de l'Iseal et de ses membres : les paramètres de chaque norme sont développés en collaboration avec les producteurs, les détaillants, les importateurs et les ONG. Ces processus coopératifs permettent aux acteurs de mettre au point en commun des solutions applicables. Ils renforcent ainsi la légitimité de la norme et la confiance entre les différents intervenants tout au long de la chaîne de valeur ajoutée.

## Renforcer les acquis

Pour de nombreuses normes, la phase pionnière a été franchie ; il convient désormais de répondre à des défis comme les progrès de la mondialisation, la consommation croissante de ressources et la numérisation. Il s'agit maintenant de savoir dans quelle direction développer les normes. La conférence annuelle de l'Iseal sur

les normes de durabilité, intitulée « The future of trust », qui se tiendra à Zurich fin juin, entend notamment y apporter des réponses<sup>3</sup>.

Un changement radical de mentalité peut se révéler nécessaire par endroits : ainsi, les processus de contrôle utilisés jusqu'ici, qui sont coûteux et peu appropriés, doivent être repensés et adaptés à l'ère du numérique. Cela permet de se doter de nouveaux moyens, notamment pour la traçabilité des produits, mais également pour offrir un contact direct entre le consommateur et le producteur.

L'avenir des normes environnementales et sociales réside dans des alliances solides. La compatibilité entre les différentes normes peut toujours être améliorée et les fusions ne devraient pas constituer un tabou. De plus, les producteurs qui ne sont pas enregistrés dans le système actuel, que ce soit par manque de ressources ou d'organisation, devraient être mieux intégrés, sans pour autant que les normes perdent en crédibilité. Enfin, il convient de consulter et de responsabiliser davantage les acteurs locaux, en particulier les autorités. La politique et l'économie sont donc sollicitées à parts égales.

<sup>3</sup> Davantage d'informations sur le site [www.isealliance.org](http://www.isealliance.org).



**Christian Robin**

Chef suppléant du secteur Promotion commerciale, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

**Britta Wyss Bisang**

Directrice de programme UTZ et présidente du comité directeur de l'Iseal, Amsterdam